

HAÏTI : Ouragan Matthew

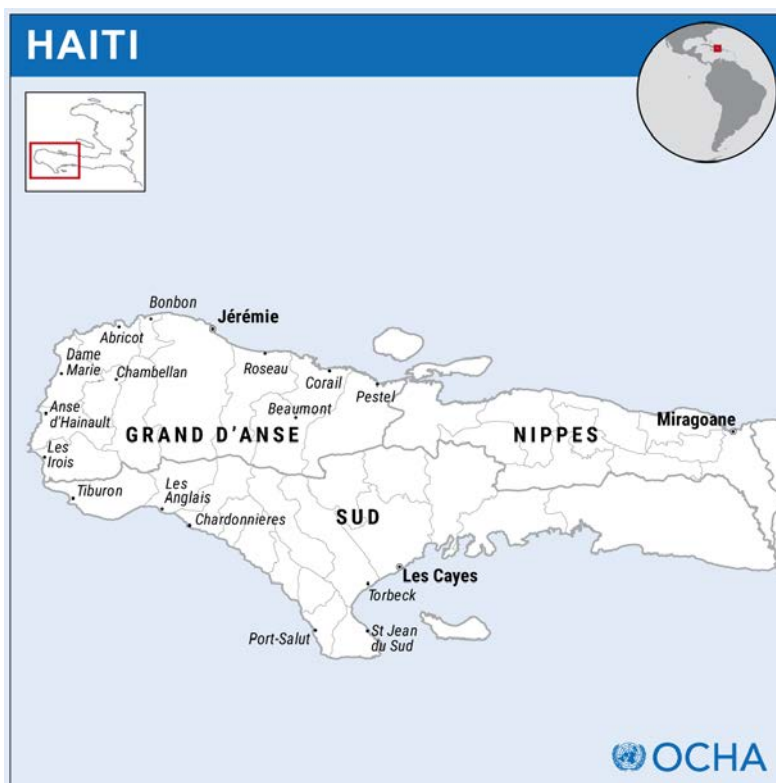
Rapport de situation No.33 (25 janvier 2017)



Ce rapport est produit par le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des affaires humanitaires (OCHA) en Haïti en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il est publié par l'Équipe de Réponse d'Urgence à l'Ouragan Matthew et couvre la période du 17 au 25 janvier 2017. La version anglaise a été publiée le mercredi 25 janvier. Le prochain rapport sera publié le 31 janvier 2017. Inscrivez-vous pour recevoir les rapports de l'équipe de réponse : <http://eepuri.com/Kyey5>.

Faits saillants

- Des interventions humanitaires se déroulent dans des zones difficiles à atteindre, conformément à un plan d'accès aux localités éloignées en utilisant divers moyens de transport.
- Le récent rapport d'évaluation en temps réel (RTE) de la réponse internationale à l'ouragan Matthew recommande d'ajuster la réponse humanitaire en cours ainsi que les mesures visant à renforcer la résilience et la gestion des risques de catastrophe en Haïti. Il suggère également des changements à long terme concernant le système humanitaire.
- Un nombre croissant de cas de diarrhée hémorragiques a été signalé dans les régions du Sud et de Grand'Anse, ce qui suscite des préoccupations chez les acteurs de la santé. Le MSPP, avec le soutien de ses partenaires, notamment l'OPS / OMS, enquête sur les cas.



Map Sources: ESRI, UNCS, The Times Atlas of the World.
The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations. Map created in Sep 2013.

6 164

Femmes enceintes et allaitantes ayant reçu à ce jour des aliments nutritifs spécialisés

Source : PAM

445

Enfants ayant bénéficié de matériel scolaire dans 3 écoles de Grand'Anse

Source : UNICEF

15 904

Personnes dépistées sur la malnutrition dans la région de Grand'Anse

Source : DGSA/UNICEF

400 000

Personnes qui restent en insécurité alimentaire dans les régions de Grand'Anse et du Sud

Source : CNSA/PAM

Aperçu de la situation

L'aide humanitaire et la coordination autour des évacuations d'écoles par les autorités locales ont continué en dépit des problèmes de sécurité ces dernières semaines. La plupart des écoles identifiées par la communauté humanitaire de Jérémie pour l'assistance et la protection ont été évacuées pour permettre la reprise de la scolarité. Les partenaires sont en train de répondre aux besoins des personnes expulsées. Aux Cayes, les humanitaires se concentrent sur 4 écoles accueillant des populations déplacées et les inscriptions de familles ont commencé dans une école avant une intervention ciblant leur région d'origine.

www.unocha.org/hurricane-matthew

La mission du Bureau des Nations Unies pour la Coordination des affaires humanitaires (OCHA) est de mobiliser et de coordonner une action humanitaire efficace et fondée sur des principes en partenariat avec les acteurs nationaux et internationaux.

La coordination sauve des vies

Les zones difficiles d'accès ont été de plus en plus atteintes par les interventions humanitaires au cours des dernières semaines. Les équipes humanitaires de Jérémie et Les Cayes ont travaillé sur un plan d'accès aux zones reculées en diversifiant les moyens de transport. Les 2 hélicoptères UNHAS / PAM sont utilisés par MSF pour répondre aux besoins identifiés dans les zones difficiles à atteindre en faisant des rotations fréquentes pour fournir une assistance humanitaire qui est ensuite distribuée par les leaders communautaires.

Le rapport final de l'évaluation en temps réel (RTE) de la réponse internationale à l'ouragan Matthew a été publié le 17 janvier. Cette évaluation indépendante a été commandée par un groupe de donateurs en consultation avec un certain nombre d'agences internationales et de réseaux d'ONG qui forment ensemble le groupe de pilotage RTE (Département pour le développement international du Royaume-Uni (DfID) L'Agence des États-Unis pour le développement international (OFDA / USAID), le Gouvernement du Canada, l'Agence Suisse pour le Développement et la coopération, la Fédération internationale de la Croix-Rouge (FICR), le Cadre de Liaison Inter ONG (CLIO), le Comité de coordination des ONG (CCO) et OCHA). Les objectifs de la RTE étaient de deux ordres: 1) de comprendre si la réponse internationale a été efficace, pertinente et opportune; et 2) déterminer comment la planification et la prestation de la réponse reflétaient les engagements énumérés dans le Grand Bargain. Ce dernier point est particulièrement pertinent car il s'agit de la première réponse humanitaire internationale à une situation d'urgence majeure à la suite du Grand Bargain sur le financement de l'aide humanitaire qui a été adopté lors du Sommet mondial humanitaire d'Istanbul, en Turquie, le 24 mai 2016. Les recommandations de RTE comprennent l'adaptation immédiate de la réponse humanitaire en cours; des mesures pour renforcer la résilience et la gestion des risques de catastrophe en Haïti; les changements à long terme concernant le système humanitaire; et des recommandations relatives au Grand Bargain sur le financement humanitaire.

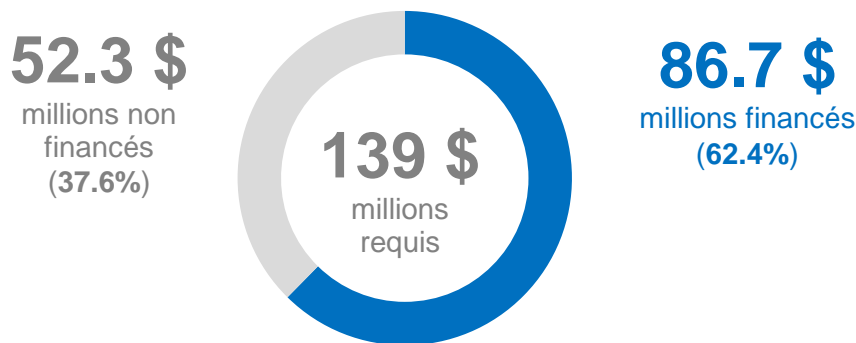
Selon la récente évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA) et sur l'impact de l'ouragan sur les zones les plus touchées, deux mois après le passage de l'ouragan Matthew en Haïti, le nombre de personnes en insécurité alimentaire dans la Grand'Anse et le Sud, Régions les plus touchées, a diminué de moitié, passant d'environ un million de personnes à 400 000. Toutefois, dans le Nord-Ouest, l'Artibonite, les Nippes et la Gonâve (Ouest), bien que l'impact de l'ouragan ait été plus faible, ses effets, associés à trois années de sécheresse sévère, ont entraîné une augmentation du niveau d'insécurité alimentaire où 1 Millions de personnes ont été touchées. Au total, plus de 1,5 million de personnes souffrent encore d'insécurité alimentaire dans ces 6 départements. Après le passage de Matthew, grâce à l'aide alimentaire fournie à partir d'octobre, l'insécurité alimentaire a diminué dans le Sud de 79% à 41% deux mois plus tard et dans la Grand' Anse de 78% à 54% sur la même période. Depuis le début de l'intervention d'urgence, sous la direction du gouvernement, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a distribué de l'aide alimentaire dans ces deux régions à plus de 900 000 personnes et distribué des aliments complémentaires enrichis à plus de 20 000 femmes enceintes et allaitantes et enfants de moins de cinq ans. Parallèlement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Ministère de l'agriculture ont fourni des semences, des outils et des ressources financières à plus de 21 000 ménages vulnérables dans 5 départements (Grand'Anse, Sud, Sud-Est, Ouest, Nord-Ouest). Les niveaux les plus élevés d'insécurité alimentaire sont dans le Nord-Ouest (65%), le Haut Artibonite (54%) et La Gonâve (54%); Ces zones n'ont pas été identifiées comme prioritaires pour les interventions d'urgence après la première évaluation à la mi-octobre. Selon le représentant du PAM en Haïti, les résultats de l'évaluation révèlent l'impact très positif des efforts collectifs à la suite de l'ouragan Matthew, mais confirment également la nécessité de continuer et de réorienter l'assistance vers de nouvelles zones où l'insécurité alimentaire est plus élevée. Par le biais de la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA), le gouvernement continuera de guider ces efforts dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et les résultats de l'évaluation permettront à ce que la réponse donne la priorité aux personnes les plus vulnérables.

Dans la grand' Anse au cours de la période considérée, seuls les CTDA (Centres de traitement des diarrhées aiguës) de Corail et Pestel signalent des cas suspects de choléra selon le rapport de situation de l'OPS / OMS. Cependant, ces zones sont considérées comme des zones rouges actuellement étant donné la situation sécuritaire, les interventions des partenaires sont entravées dans la zone.

Financement

Lancé le 10 octobre par le HCT, l'appel d'urgence pour Haïti est actuellement financé à 62%, représentant 86,7 millions de dollars américains sur 139 millions de dollars demandés. Le but de cet appel était de soutenir adéquatement le gouvernement haïtien pour répondre aux besoins humanitaires les plus urgents de 806 000 personnes au cours des trois premiers mois suivant l'ouragan.

Source : FTS



Les donateurs les plus importants à l'Appel d'urgence sont : Les États-Unis (42,9 millions ou 49,5%), le Royaume-Uni (5,8 millions ou 6,7%), le Canada (4 millions ou 4,6%), la Belgique (3,8 millions ou 4,4%), La Suède (3,1 millions de dollars ou 4%) et l'Irlande (2,1 millions de dollars ou 2,4%). Le plus important contributeur non état membre à l'Appel d'urgence est le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF), avec 10,4 millions de dollars, soit 12% du financement total à ce jour.

Les partenaires humanitaires, y compris les bailleurs de fonds et les organismes bénéficiaires sont encouragés à informer le [service de suivi financier \(FTS\)](http://fts.unocha.org) qui enregistre toutes les contributions humanitaires rapportées (en espèces, en nature, multilatérales et bilatérales). Merci de signaler vos contributions à FTS, soit par courriel à fts@un.org ou par le biais du formulaire de contribution en ligne à <http://fts.unocha.org>. Les contributeurs privés sont invité à se rendre sur cette page <http://www.ungm.org> pour plus d'informations.

Besoins et réponses humanitaires



Abris et articles non alimentaires (NFI)

Besoins:

- Le Groupe de travail sur les abris et les NFIs en Haïti a rapporté que 1 579 900 personnes ont été touchées par l'ouragan Matthew en ce qui concerne les abris et les articles non alimentaires. Parmi elles, 175 000 ont été privées de logement et 44 299 sont des ménages dirigés par des femmes.
- 17% des retours/préoccupations des communautés concernaient le secteur des abris et des NFI et ont à avoir avec la qualité des matériaux, du manque de transparence et de la partialité dans les distributions, des tensions sur les distributions, des confusions concernant l'accès à l'aide, etc.

Réponse:

- Le secteur a accordé la priorité aux stocks de NFI pour les régions éloignées; Les distributions débuteront cette semaine en 2ème haute vouldroque, Chardonnière, Formon, Grand Bois, Fonds Cochon.
- MEDAIR, Heifer International et la FICR prévoient de mettre en œuvre des projets de transfert d'argent pour l'abri/logement.
- Le secteur a organisé deux formations aux Cayes la semaine dernière avec OIM et Craterre sur les méthodes de construction locales.
- L'OIM a organisé des formations techniques pour charpentiers le 23 janvier à Dame Marie et le 24 janvier à Jeremie.
- Des discussions sont en cours avec le secteur, UCLBP et DPC au sujet de la transition sur le lead dans la coordination.
- Internews a présenté le bulletin d'information humanitaire spécifique au secteur. Le secteur et Internews ont développé des messages clés pour traiter les retours d'information sur les abris et attendent les contributions des partenaires.

Lacunes et contraintes:

- L'accès à des matériaux de construction de qualité est un véritable défi et, sur le marché local, seuls des matériaux de mauvaise qualité sont disponibles.
- Le manque de ressources financières pour des solutions durables est une autre contrainte. Le financement actuel est principalement destiné à la phase d'urgence et des ressources financières supplémentaires sont nécessaires pour trouver des solutions plus durables pour un nombre plus important de personnes touchées.

**Coordination et Gestion des Camps (CCCM)****Besoins:**

- Après la fin de la pause scolaire, le gouvernement (ministère de l'Éducation) a fixé le 9 janvier comme date butoir pour que les populations déplacées soient abritées dans les écoles pour quitter les centres. Cependant, des milliers de personnes restent déplacées dans les centres collectifs; La majorité d'entre eux sont l'école. DTM a enregistré jusqu'à présent 78 centres collectifs accueillant 4 429 ménages (19 572 personnes).
- 4 écoles accueillant 135 ménages (environ 560 personnes) risquent d'être expulsées dans la commune des Cayes, dans la région Sud.
- 1 école accueillant environ 100 ménages est menacée d'expulsion à Pestel dans la région de Grand'Anse.

Réponse:

- ACTED travaille pour aider les 23 familles inscrites à l'école Derriere Fort aux Cayes dans une intervention ciblant leur région d'origine.
- Les 24 familles enregistrées déplacées dans l'école Ravine Blanche / Dumarsais Estimé (une des écoles à risque d'expulsion) à Jeremie ont quitté le centre collectif grâce à l'aide reçue pour leur retour par JP / HRO.

Lacunes et contraintes:

- La capacité globale du partenaire est encore insuffisante pour fournir une solution de relogement durable aux populations déplacées de l'ouragan Matthew dans leurs zones d'origine.

**Eau, hygiène et assainissement****Besoins :**

- Environ 750 000 personnes ont besoin d'eau potable pour boire, cuisiner et assurer l'hygiène personnelle.

- Dans la région Sud, les besoins en assainissement sont restés très importants avec à Arniquet (l'Ecole Nationale de Dorissaint Arniquet et Notre Dame du Sacré Coeur Arniquet) la fosse septique qui est confondue avec la rivière, celle-ci se vider dans le courant d'eau de la rivière quand il pleut avec un risque élevé de propagation de maladies dont le choléra.
- Les latrines seraient complètement détruites ou gravement endommagées dans 64% des écoles évacuées dans la Grand'Anse.
- Seulement 14% des écoles fonctionnelles évaluées ont des latrines accessibles et propres.
- 63% des écoles évaluées disposent d'eau et elle est traitée.
- 41% des écoles évaluées ont un Dispositif de Lavage de Mains-DLM, mais pour les 37% des écoles, les enfants n'utilisent pas systématiquement ce dispositif.

Réponse :

- Dans la région Sud, un total de 65 abris ont été ciblés pour la réparation des latrines (Terre des Hommes, OXFAM, IMC).
- Des travaux de vidange de latrines sont en cours pour des abris dans la région Sud: 40 blocs Latrines ont été identifiés avec besoin de vidange, 25 sont déjà vidés par TdH.
- Les travaux de réparation sur la station de vidange de Fonfred (Sud) débuteront bientôt après l'approbation du contrat.
- La mise en œuvre d'une matrice de priorités qui identifie les besoins dans les zones prioritaires et les régions éloignées touchées par l'ouragan Matthew a commencé.
- Les travaux de réparation par le secteur WASH sur financement de la Banque mondiale sur les réseaux endommagés par l'ouragan Matthew ont commencé dans les régions Sud, Nippes et Grand'Anse.
- Dans la région de Grand'Anse, 2 blocs sanitaires ont été réhabilités dans deux (2) abris scolaires et quatre autres sont en cours de réhabilitation.
- Le suivi des contrats de camions-citernes avec CARE et ACTED pour l'approvisionnement de l'eau potable a été effectué par la DINEPA dans la région.
- Un suivi de l'installation d'un point d'eau près du centre de traitement de la Mission Eau à Château a été réalisé par la DINEPA.
- Un suivi et une évaluation WASH dans les écoles rurales éloignées de la ville de Jérémie ont été effectués par la section locale de la DINEPA;
- Le suivi des activités WASH dans les Centres de santé d'Abricot et de Corail a également été réalisé par la DINEPA et ses partenaires ainsi qu'un suivi des besoins WASH des personnes déplacées dans les refuges scolaires.

Lacunes et contraintes :

- Des efforts supplémentaires doivent être faits pour atteindre les zones rurales isolées.



Education

Besoins :

- L'UNICEF et les partenaires du secteur ont identifié 1 633 écoles qui ont besoin de réparations, affectant environ 190 000 enfants.

Réponse :

- Dans la Grand'Anse, la reprise de l'école a pris effet le 12 janvier avec environ 90% dans la ville de Jérémie. Cette reprise a été plus contrastée dans les zones rurales.
- 3 écoles / abris (CUC, Ecole professionnelle et Lycée jeunes filles) ont été évacuées par les autorités la semaine dernière. L'Ecole Nationale Ravine Blanche continue à servir d'abris.
- 12 écoles ont bénéficié d'une évaluation des besoins en matière de mobilier scolaire et de WASH.
- 445 élèves de 3 écoles ont bénéficié de 445 sacs scolaires, 24 trousseaux scolaires et 12 trousseaux d'ECD (préscolaire) et 3 trousseaux récréatifs soutenus par l'UNICEF par le biais de CARE.

Lacunes et contraintes :

- Certaines écoles continuent d'être utilisées comme abris collectifs dans certaines parties de Grand'Anse et aux Cayes affectant l'éducation des enfants.



Logistique

Réponse :

- Le navire affrété par le PAM «Princess Sam Asia» a effectué sa cinquième et dernière rotation en quittant Port-au-Prince le 17 janvier.
- Au total, 1 760 tonnes de fournitures humanitaires ont été transportées entre le 21 novembre 2016 et le 17 janvier 2017.
- Le Groupe de travail sur la logistique fournit un soutien au transport aérien à l'organisme partenaire MSF. Jusqu'à présent, elle a facilité la distribution de 36 MT d'articles non alimentaires (NFI) à 15 villages difficiles à atteindre des régions Sud et Grand'Anse.
- Si le temps le permet; Un total de 286 MT NFIs devrait être transporté pour le compte de MSF au cours des prochaines semaines.

Lacunes et contraintes :

- L'accès aux communautés dans les montagnes demeure difficile en raison du réseau de routes inadéquates, endommagées ou inexistantes.



Protection

Besoins :

- Selon les données d'enregistrement de l'OIM dans les abris publics, 57% des ménages enregistrés ont à leur tête des femmes comme chef de ménage. 10% des ménages ont mentionné qu'ils envisageaient d'envoyer leurs enfants à des membres de la famille en Haïti, tandis que 3 pour cent avaient reçu des offres d'étrangers pour s'occuper de leurs enfants, ce qui soulève des inquiétudes de la part de la protection de l'enfance d'UNICEF quant aux possibles problèmes de protection pour les enfants.

Réponse :

- Dans la région de Grand'Anse, les partenaires du secteur de la protection de l'enfance finalisent les 5 W, discutant du système de référencement ainsi que du plan de travail conjoint pour le premier trimestre de 2017.
- Dans le cadre de l'assistance aux populations évacuées des écoles-abris, 106 familles ont reçu des kits d'alimentation, d'hygiène, de cuisine et d'autres articles pour dormir la semaine dernière. Cette distribution a eu lieu sous la direction de l'IDETTE à leur bureau, avec le soutien de MSF, de l'OIM, de JPHO et de l'UNICEF. Ces familles ont été évacuées de l'école CUC. Une réévaluation de ces familles est en cours pour identifier et fournir une aide supplémentaire aux plus vulnérables qui bénéficieront des activités de reconstruction et de soutien dans les zones de retour. Ces programmes seront exécutés par IDETTE et JPHO.
- Du côté de la protection (IDETTE), l'aide aux familles et enfants vulnérables comprend: l'acquisition de matériel de reconstruction dans les zones touchées (bon); Soutien à la recapitalisation par le biais de références aux acteurs du redressement précoce / microfinance. Les soins aux enfants les plus vulnérables (assistance scolaire, assistance médicale, visites à domicile et soutien psychologique) Des activités dans des espaces adaptés aux enfants se poursuivent dans certaines communes telles que Beaumont: centre-ville, Andrée, Chardonnette, Moline et Dame Marie Petite rivière et Les Irois centre-ville. Environ 520 enfants ont été admis à ces activités.
- Un atelier de 2 jours pour la planification stratégique du sous-secteur de la VBG a eu lieu aux Cayes du 17 au 18 janvier avec «Ministère de la Condition Féminine et du Droit des Femmes (MCFDF)», santé, psychosociale, justice et Acteurs de la sécurité. Un total de 26 participants représentant 18 organisations ont participé à l'atelier.
- Une réunion avec des partenaires de santé et psychosociaux a eu lieu le 20 janvier au complexe MINUSTAH des Cayes pour discuter de la possibilité de mettre en place un mécanisme d'aiguillage dans le département du Sud pour la réponse aux VBG.
- La cartographie des services de GBV dans la région du Sud a été partagée sur le site Web Humanitarianresponse.info.

Lacunes et contraintes :

- Les préoccupations concernant la fragilité des femmes et des filles à la suite de l'ouragan et le soutien multiforme dont elles ont besoin et qui n'est pas encore pleinement en place, restent plus de deux mois après l'ouragan.

**Santé et nutrition****Besoins :**

- Au cours de la période considérée, seuls Corail et Pestel CTDA ont signalé des cas suspects de choléra selon le rapport de situation de l'OPS / OMS. Cependant, ces zones sont considérées comme des zones rouges rendant difficile l'intervention des partenaires.
- Americares a signalé des cas de paludisme dans le centre de santé de Pestel en provenance des îles Caymites (9 cas suspects, dont 7 sont confirmés). L'enquête sur les îles Cayemite a été reportée en raison de la situation sécuritaire.
- ACTED et MSF signalent une augmentation de la diarrhée sanglante dans les communes de Beaumont, Roseaux et Bonbon.
- Les femmes enceintes et les jeunes femmes demeurent dans une situation vulnérable trois mois après l'ouragan Mathew.

Réponse :

- Dans la région de Grand'Anse, on a signalé la reprise partielle des activités (cliniques mobiles, enquêtes) qui ont été ralenties ou arrêtées dans certains cas en raison d'incidents de sécurité continus, à l'exception de Corail et Pestel. Les réunions de coordination, la formation et les évaluations de la CTDA se poursuivront dès que la situation sera stable.
- Suite à la diarrhée sanglante signalée dans certaines communes, ACTED effectuera un prélèvement d'eau pour enquête dès que la situation sécuritaire le permettra. Au niveau central, trouver la cause de cette pathologie est une priorité pour le DELR et le LNSP.
- Délégation Heath à Grand'Anse (DSGA) a assigné une ambulance au centre de santé Corail afin de faciliter le renvoi des patients de cette zone pendant la période instable.
- L'OPS / OMS a placé 360 moustiquaires imprégnées à l'hôpital Saint Antoine et a remis un kit médical de base à la DSGA pour le centre de santé Abricots.
- Le dépistage de la malnutrition effectué par la DSGA avec le soutien de Fondéf, MdM et MsF à 15 904 personnes a montré 14 cas de kwashiorkor, 663 (4,16%) cas de malnutrition aiguë sévère et 1 130 (7,10%) cas de malnutrition aiguë modérée; Qui sont actuellement en dessous du seuil d'alerte de 14% en Haïti. Selon les calculs effectués par ce dépistage, le besoin de lits pour la stabilisation nutritionnelle dans la région du Grand Anse est de 15 (environ 7 actuellement disponibles).
- Les partenaires du HHF et du MSSP ont été fournis avec des intrants médicaux pour le soin des enfants malnutris par l'UNICEF. En raison de la perturbation de la circulation routière, les entrepôts de l'UNICEF à Jeremie et aux Cayes ont été renforcés par des intrants. FODENFH avait 14 enfants atteints de MAS dans la PTA et 5 dans l'USN puis 25 cas de MAM dans la PTA (pour la semaine entre le 9-13 Janvier), mais aussi avait détecté 965 enfants au cours de la même semaine. Ces cas de MAS et de MAM ont été traités mais ils augmentent constamment de simple à double pendant les deux semaines consécutives.
- Dans la région du Sud, une visite des directeurs du programme du siège de l'OPS / OMS s'est tenue aux Cayes la semaine dernière avec une rencontre avec les autorités sanitaires locales et un arrêt à l'hôpital HIC et au centre de santé de Port-à-Piment et CTDA.
- Des moustiquaires imprégnées ont été mises à disposition par l'OPS / OMS pour HIC et le Centre de santé des Anglais.
- Des enquêtes en cours sont menées par le DSS sur les cas de diarrhée sanglante affectant environ 70 personnes dans les Anglais.
- Les directions départementales de la santé de Nippes, Sud et Grand'Anse, avec le soutien du FNUAP, continuent de s'attaquer à la vulnérabilité des femmes enceintes et des jeunes femmes de plusieurs façons: Plus de 1 192 femmes ont été consultées par des équipes de sages- 40 visites à domicile ont complété l'accès aux soins de santé génésique et maternelle pour les populations les plus éloignées des centres de santé, de novembre à décembre 2016.

- Au début de janvier, la ville d'Aquin a reçu des fournitures de kits de santé génésique de l'UNFPA, y compris des trousseaux 2A, permettant d'assister dans des conditions d'hygiène appropriées à plus de 200 femmes enceintes, avec des trousseaux 3A pouvant couvrir les soins médicaux pour 30 femmes et 8 enfants; 5A garantissant les soins médicaux de 250 personnes touchées par les ITS (infections sexuellement transmissibles) et les trousseaux 6 et 9A garantissant plus de 300 accouchements en milieu médical.
- La Direction départementale de la santé du Sud, avec le soutien du FNUAP, a organisé du 16 au 20 janvier une importante formation intitulée «Paquet minimum de services initiaux et soins médicaux pour les cas de viols» permettant à 20 professionnels de la santé et 3 La santé reproductive et les soins médicaux pour la violence sexiste dans la situation humanitaire.

Lacunes et contraintes :

- L'évaluation post-désastre des besoins (PDNA), présentée par le ministère de la Planification et de la Coopération externe le 28 novembre 2016, a estimé les besoins du secteur de la santé en matière de réhabilitation et de résilience à 230 millions de dollars.



Sécurité alimentaire

Besoins :

- La nouvelle Évaluation de la sécurité alimentaire d'urgence (EFSA) menée par la CNSA, le PAM et la FAO deux mois après l'ouragan Matthew a révélé qu'environ 1,5 million de personnes dans les zones touchées sont en insécurité alimentaire représentant 38 pour cent de la population dans les zones 280.000 Sont en situation d'insécurité alimentaire sévère (5%).
- En raison des pertes massives de cultures (jusqu'à 100 pour cent dans certaines régions de Grand'Anse), de bétail et de semences, la prochaine récolte prévue en février-mars 2017 pourrait être sérieusement affectée, aggravant et prolongeant l'insécurité alimentaire aiguë bien cette année.

Réponse :

- Depuis le début de l'opération, le PAM a atteint 912 894 personnes avec des distributions alimentaires générales avec un total de 15 690 tonnes de vivres.
- De plus, jusqu'à présent, le PAM a fourni des aliments nutritifs spécialisés à un total de 13 865 enfants de moins de cinq ans et 6 164 femmes enceintes et allaitantes.
- Le 18 janvier, le PAM a tenu une réunion de coordination avec ses partenaires coopérants en matière de mise en œuvre CESVI, AVSI, Samaritan's Purse, CRS et DIGICEL aux Cayes (région Sud) pour partager leurs expériences et mettre à jour le plan opérationnel.
- À la suite de cette réunion, les partenaires de coopération du PAM ont reçu une formation sur l'analyse des tendances du marché et la surveillance des prix dans le cadre des opérations de transfert en espèces.
- Pendant ce temps, le PAM coordonne avec CARE l'organisation d'une mission sur le terrain avec le Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST) pour visiter les deux organisations dans la région du Sud.
- Les transferts de fonds continueront d'être fournis dans les régions Sud et Grand'Anse à partir du 23 janvier et seront fournis sur une base quotidienne jusqu'à la fin du mois.
- Le PAM, par l'intermédiaire de ses partenaires, envisage de fournir des transferts en espèces à 90 610 personnes avant la fin de janvier.

Lacunes et contraintes:

- Le PAM entend soutenir la prochaine saison de plantation en mettant en œuvre des activités de trésorerie pour l'actif (CFA) axées sur l'agriculture pendant trois mois pour un coût d'environ 20 millions de dollars. Les chiffres sont ajustés en fonction des résultats de l'EFSA, ce qui aidera à informer le plan de ciblage et d'intervention. À ce jour, le PAM n'a reçu que 2 millions de dollars (10%) des fonds nécessaires à la mise en œuvre de ces activités de relèvement.
- Sur les 9 millions de dollars demandés par la FAO dans le cadre de l'Appel d'urgence, 5,6 millions restent manquants pour fournir un soutien immédiat en matière de cultures, de bétail et à la pêche à 300 000 personnes touchées par l'ouragan.



Telecommunications d'urgence (ETC)

- Le Groupe de travail sur les télécommunications vient de terminer le rétablissement de son système de communication par satellite (VSAT) aux Cayes (département du Sud), laissant derrière lui une connectivité Internet commune au COUD (Centre d'opérations d'Urgence Départementale) Et le bureau de l'OCHA.
- Le groupe de travail sur les TIC héberge actuellement le personnel technique de la Direction de la Protection Civile (DPC) de Port-au-Prince à Jeremie (Grand'Anse). Ce personnel est responsable de fournir et de soutenir les services informatiques et de télécommunications pour le DPC. Le but des TIC pour héberger le DPC est de démontrer quels services ont été fournis au DPC et à la communauté humanitaire lors de la réponse Hurricane. C'est aussi une opportunité pour le groupe de travail sur les TIC de fournir un soutien informatique supplémentaire au DPC de Jeremie.

Coordination générale

Une réunion a eu lieu entre OCHA et le directeur de DPC le 17 janvier à Port-au-Prince pour discuter des progrès sur la réponse à l'ouragan Matthew; la transition et la réunion conjointe HCT / DPC. OCHA aidera le DPC à mettre à jour le rapport d'ensemble sur la réponse avec des recommandations clés. Une première réunion conjointe (depuis octobre) de la HCT / DPC aura lieu le jeudi 26 janvier et sera présidée par le nouveau coordinateur humanitaire pour les partenaires humanitaires. Parmi les sujets abordés figurera, entre autres, la retraite du HCT, la transition et la mise à jour sur la réponse humanitaire, etc.

En ce qui concerne la coordination civilo-militaire, le soutien en escorte armé de la MINUSTAH s'arrêtera le 25 janvier en raison des élections et pourrait ne pas reprendre après car BRABAT quitte Les Cayes peu de temps après. OCHA est en train de dresser un aperçu des besoins en escortes dans les mois à venir auprès des secteurs et des principales organisations requérantes et, le cas échéant, fera le plaidoyer auprès de la MINUSTAH pour continuer à apporter son soutien.

Le 17 janvier, le comité directeur sur les transferts d'argent et le 19 janvier, le groupe de travail sur les transferts d'argent ont tenu des réunions présidées par le PAM. OCHA a annoncé que la version finale du projet de transfert d'argent à usage multiple sera publiée la semaine prochaine. Le PAM et CARE ont des discussions bilatérales pour établir la faisabilité de fusionner les bases de données de leurs bénéficiaires dans un outil commun. Le comité directeur sur les transferts d'argent discutera bientôt d'un outil de suivi après distribution et le groupe de travail sur les transferts d'argent suivra les évaluations de marché (CARE, le PAM et l'OIM procèdent à des évaluations du marché). CARE a commencé les transferts d'argent la semaine dernière au Sud et dans la Grand'Anse et Mercy Corps commencera cette semaine dans le Sud. Internews a présenté le bulletin d'information humanitaire spécifique au secteur transfert d'argent.

Le secteur relèvement rapide s'est réuni le 18 janvier. Les participants ont discuté du mécanisme de coordination sur le terrain. Le Ministère de la planification et de la coopération extérieure (MPCE) souhaite étendre le mécanisme national actuel au niveau régional, sous la direction du MPCE et codirigé par le PNUD. Le PNUD a confirmé qu'il aura un bureau à Jérémie avec un coordinateur pour le Sud et la Grand'Anse. Le MPCE a suggéré d'inviter les directeurs régionaux de Sud et de la Grand'Anse à la table sectorielle nationale pour planifier le mécanisme de coordination et organiser le lancement du mécanisme de coordination sur le terrain par le MPCE. Le groupe sectoriel relèvement rapide a également profité de la réunion pour discuter des interventions de transferts d'argent dans leur secteur.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Philippe Verstraeten	Chef d'Equipe Réponse d'Urgence verstraeten@un.org	T: +509 3702 5768
Enzo Di Taranto	Chef de bureau, OCHA Haiti ditaranto@un.org	T: +509 3702 8746
Alix Nijimbere	Chargé du Reporting Humanitaire nijimbere@un.org	T : +509 3702 5790

Pour plus de renseignements, consultez les sites :

www.unocha.org/hurricane-matthew

www.reliefweb.int

haiti.humanitarianresponse.info.

Pour ajouter votre nom à la liste de distribution d'OCHA Haïti et pour recevoir des produits des informations publiques, veuillez contacter l'adresse électronique suivante : ocha.haiti.IM@gmail.com.

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) fournit une plateforme en ligne à partir de laquelle des contributions privées à la réponse à l'ouragan peuvent être envoyées :

bit.ly/supportundphaiti

Tous les dons seront utilisés pour les efforts de relèvement après catastrophe et de reprise des activités humanitaires.